

Le travail du dimanche peut affecter la santé, affirme une alliance qui s'y oppose, étude à l'appui. Les femmes et les employé·es précaires sont particulièrement touché·es

Travail dominical, risqué pour la santé

SOPHIE DUPONT

Economie ► Les magasins pourraient ouvrir douze dimanches par an sans autorisation, au lieu de quatre aujourd'hui. Porté par les milieux économiques pour «renforcer la compétitivité du commerce de détail local», le projet est sur les rails. Une modification de la loi sur le travail est actuellement en consultation, après acceptation de principe en commission parlementaire. Réunis au sein de l'Alliance, syndicats, médecins du travail et églises s'y opposent fortement, invoquant des risques pour la santé et la vie sociale des travailleur·euses.



«Ce qui est déterminant, c'est l'autonomie sur l'aménagement du temps du travail» Christine Bigler

«Le travail du dimanche met à mal l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Il augmente le stress, avec des conséquences sur la vie sociale et la santé psychique», observe Klaus Sadtmüller, coprésident de la Société suisse de médecine du travail, qui s'y oppose. Les dimanches chômés sont importants pour la récupération, selon le médecin. Ce sont des jours sans contraintes dévolus à des tâches de loisirs, de temps



«Les femmes sont davantage touchées par les conséquences du travail du dimanche, parce qu'elles ont déjà une charge de travail supplémentaire, avec les tâches non rémunérées liées au care», relève Klaus Sadtmüller, coprésident de la Société suisse de médecine du travail. KEYSTONE

passés en famille ou entre amis. «Sans cette possibilité de repos, les risques sont plus importants d'arriver à un état d'épuisement émotionnel, voire à de dépression», poursuit-il.

Femmes davantage touchées

Les conséquences sont d'autant plus fortes lorsque le travail du dimanche est subi et non planifié. «Les femmes sont davantage touchées par ses conséquences, parce qu'elles ont déjà une charge de travail supplémentaire, avec les tâches non rémunérées liées au care», souligne le médecin. Elles font, en moyenne 11,3 heures de travail non rémunérées de plus que les hommes par semaine, selon

les chiffres de l'Office fédéral de la statistique (2021).

Les femmes sont aussi particulièrement exposées à des formes de travail précaires, sans pouvoir choisir leurs horaires, selon une étude du Centre interdisciplinaire de recherche sur le genre de l'université de Berne, mandatée par les opposants. Dans le commerce de détail, visé par l'extension des ouvertures le dimanche, deux tiers des personnes qui travaillent déjà le dimanche sont des femmes. Les personnes de nationalité étrangères sont aussi plus souvent touchées par ces formes d'emploi.

Concernant les effets sur la santé, Christine Bigler, responsable de l'étude, appelle à la pru-

dence. «Certaines recherches confirment une exposition à un risque accru de troubles psychiques, d'autres non. Ce qui est déterminant, c'est l'autonomie sur l'aménagement du temps du travail», précise-t-elle. Celles et ceux qui travaillent le dimanche par choix seraient moins touché·es.

Droit à la déconnexion

Les syndicats constatent que les vendeuses et vendeurs sont déjà frappé·es de plein fouet par la déréglementation du travail. «Les employeurs exigent un maximum de flexibilité, avec des horaires en soirée, des changements de dernière minutes ou du travail morcelé. Les heures d'ouverture des ma-

gasins sont déjà de plus en plus étendues en semaine. Augmenter le travail dominical aggrave ces tendances», réagit Vania Alleva, vice-présidente de l'Union syndicale suisse (USS) et présidente d'Unia. Elle constate que dans la branche du commerce de détail, beaucoup souffrent de douleurs articulaires et musculaires et lorsque le travail n'est pas valorisé, des troubles psychiques peuvent apparaître.

Autre sujet de préoccupation, le droit à la déconnexion. «Pour 80% des employé·es, le dimanche est le jour où ils ne doivent jamais se rendre au travail, où leur chef ne les appelle pas et où ils ne reçoivent pas de demandes de leurs collègues»,

affirme Adrian Wüthrich, président de Travail Suisse. Face aux alertes récurrentes sur l'état de stress des salarié·es, qui augmente chaque année, ainsi que les absences pour raison de santé, il appelle à prendre en compte l'importance de ce temps de repos. C'est pour lui également une question de défense de la démocratie. «Celles et ceux qui ont des conditions de travail irrégulières et précaires participent moins à des activités communes mais également aux processus démocratiques», relève-t-il.

Se réaliser autrement

Au sein de l'Alliance, les représentant·es des églises insistent sur la nécessité de prendre en compte l'humain et ses besoins de se réaliser autrement que par la consommation, via la solidarité, l'entraide ou les liens avec la nature par exemple. «Penser la réalisation de soi uniquement par le prisme de la liberté de consommation est une vision non seulement réductrice, mais aussi délétère pour les liens sociaux et l'environnement», défend Florence Quinche, responsable du service Ethique et société de la Conférence des évêques suisses.

En votation populaire, le peuple a rejeté plusieurs fois des extensions des horaires d'ouverture des magasins, constatent les syndicats. «Les votant·es se montrent solidaires avec le personnel. Ces dernières années, environ trois quarts des votes dans les cantons et les communes étaient contre une libéralisation, que ce soit durant la semaine ou le dimanche», souligne Vania Alleva.

A Genève, un référendum a été déposé contre une décision du Grand Conseil d'autoriser deux dimanches supplémentaires. Les citoyen·nes s'exprimeront le 30 novembre. Au niveau fédéral, le parlement examinera encore le projet de loi, une fois la consultation terminée. En cas d'acceptation par les deux chambres, un référendum des syndicats est fort probable. |